

Les perspectives économiques en Iran



Résumé :

- Malgré un retour à une croissance soutenue, l'économie iranienne reste marquée par une forte dépendance au secteur pétrolier, et par des déséquilibres importants ;
- La levée des sanctions renforcées en 2016 a été un tournant majeur pour le pays : il a pu se réinscrire dans les échanges internationaux en profitant de l'exploitation de ses ressources naturelles ;
- Les tensions avec les puissances occidentales et du Golfe restent importantes, et l'Iran peut être soumise à des chocs exogènes, notamment de nouvelles sanctions ;
- Si l'économie iranienne se porte mieux, les récentes manifestations ont mis en avant l'instabilité du pays, en ligne avec un taux de chômage important et une politique d'austérité.

Mots clés : Iran, Risque Pays, Pétrole, Sanctions internationales, Géopolitique

Du 28 décembre 2017 au 1^{er} janvier 2018, l'Iran a été en proie à des manifestations massives. Contrairement à 2009, la colère de la rue tient davantage à un malaise socio-économique qu'à des revendications purement politiques. La lutte contre la corruption, le rejet du chômage et de l'inflation, sont au cœur de la frustration des manifestants. Pourtant, après quelques années de crise, l'économie iranienne se porte mieux : après une croissance moyenne de 0,8 % entre 2010 et 2015, la croissance du PIB est passée à 3,3 % en 2017 d'après les estimations de Banque Mondiale. La levée partielle des sanctions des Nations Unis, et surtout des Etats-Unis et de l'Union Européenne en 2016 a permis à l'économie iranienne de respirer.

En proie à de très fortes tensions géopolitiques avec les puissances occidentales et du Golfe, le pays est au cœur des relations diplomatiques et économiques. L'embargo subi entre 2005 à 2016 a mis à mal le potentiel économique du pays. Aujourd'hui, si l'économie iranienne semble se relever, elle reste vulnérable tant au niveau domestique qu'à l'international. Face à ces menaces, quelles sont les perspectives pour l'économie iranienne à court terme ?

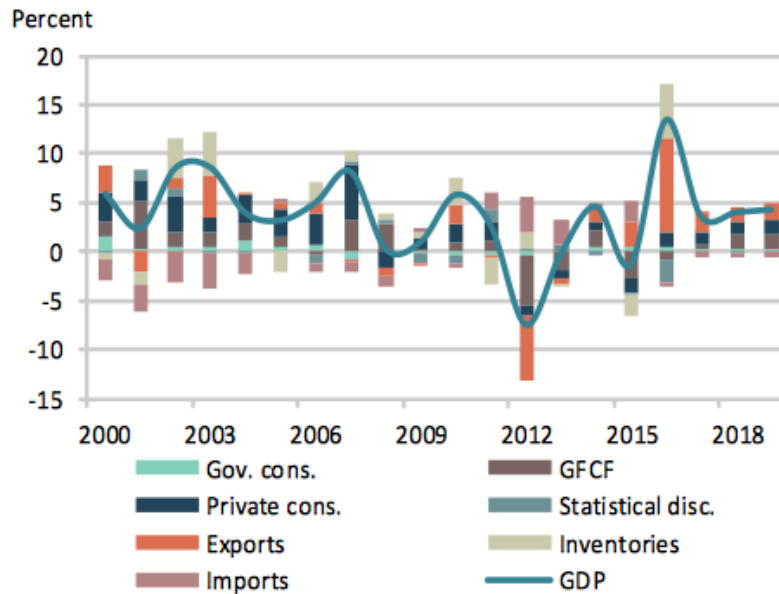
I. Les fondamentaux économiques de l'Iran

1) La structure de l'économie iranienne

L'Iran est la deuxième économie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en termes de PIB (412,2 Mds USD en 2016) après l'Arabie Saoudite. Son poids démographique (78,8 millions d'habitants en 2015), ses ressources (notamment pétrolières et gazières) ainsi que sa situation géographique en font un pays clé de la zone. En 2015, l'économie iranienne s'est contractée d'environ 2 %, mais s'est nettement redressée en 2016, à 13,4 % selon les estimations de la Banque Mondiale. Si la croissance a ralenti en 2017, elle devrait rester relativement soutenue en 2018 (3,6 % d'après les estimations de la Banque Mondiale).

Cependant, cette croissance a été essentiellement portée par le secteur pétrolier. Sur le premier semestre 2016, la croissance du PIB était de 7,4 %, alors que la croissance du PIB non pétrolier s'élevait à seulement 0,9 %. En effet, après une forte chute en 2012, la production pétrolière a progressivement augmenté depuis la levée partielle des sanctions internationales. Dès mars 2017, la production atteignait son plus haut niveau des sept dernières années (3,8 millions de barils par jour, contre un plafond de 1 millions par jours pendant la période des sanctions), tout comme les exportations de pétrole, qui ont atteint les 3 millions de barils en 2017, soit leur plus haut niveau depuis la Révolution Islamique de 1979.

Graphique 1 : Décomposition de la croissance du PIB (% GA à prix constant)



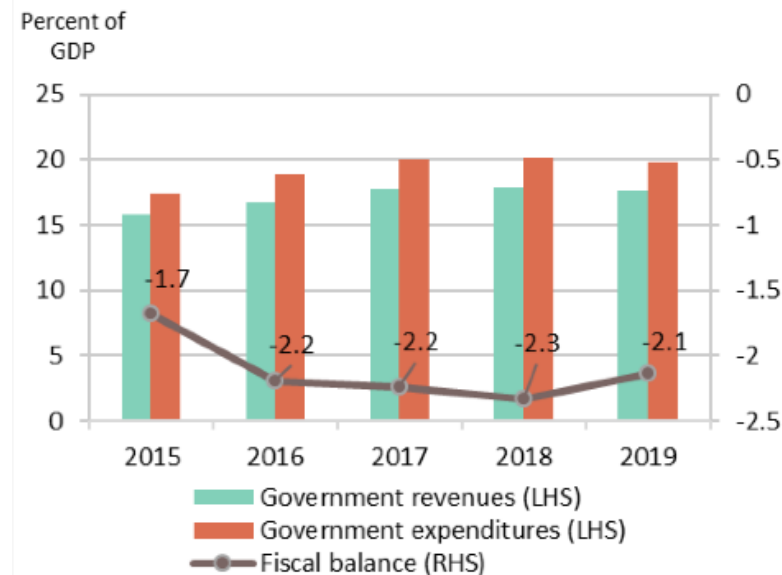
Sources : BSI Economics, Banque Mondiale, gouvernement iranien

Les autres secteurs sont fortement concentrés en termes d'emploi, mais sont relativement peu productifs. L'agriculture contribue à 9,3 % du PIB, employant 17,9 % de la population active en 2016. Le secteur agricole iranien est spécialisé dans la pistache (premier producteur mondial), le blé, le riz, le thé et le coton. Les méthodes agricoles restent relativement primaires et seulement 10 % des terres sont cultivables. Le secteur secondaire représente 33,8 % de la population active et contribue à 38,2 % du PIB. L'industrie textile est le deuxième secteur le plus important après le pétrole. Le secteur tertiaire contribue à 52,4 % du PIB et emploie 48,3 % des actifs.

Le secteur pétrolier étant peu intensif en facteur travail, la faible croissance des secteurs hors pétrole, en ligne avec un manque d'investissement, freine l'absorption des nouveaux entrants sur le marché du travail, contribuant à la hausse du chômage (qui s'élèverait à 11,4 % en 2017). Cette hausse s'explique en grande partie par l'augmentation du taux d'activité de la population, à 40,4 % contre 35,4 % au premier trimestre 2014.

Les finances publiques sont également extrêmement dépendantes du secteur pétrolier. Si le solde budgétaire devrait être légèrement positif en 2017, il reste fragile, en ligne avec la hausse des dépenses publiques. Le gouvernement iranien a notamment réformé en profondeur son programme de subventions sur des articles de première nécessité, comme les produits pétroliers, l'eau, l'électricité et le pain. Malgré tout, le niveau de dette publique reste relativement faible (environ 40 % du PIB d'après le FMI).

Graphique 2 : Perspective des finances publiques d'après la Banque Mondiale (% du PIB)



Sources : BSI Economics, Banque Mondiale

2) Les relations diplomatiques au cœur des enjeux économiques

En conséquence de cette dépendance au secteur pétrolier, la situation économique iranienne est intimement liée au positionnement géopolitique du pays. C'est surtout la problématique du programme nucléaire iranien qui est aujourd'hui primordiale pour comprendre les relations diplomatiques et économiques avec les pays occidentaux et depuis plus récemment le programme balistique du pays.

Historiquement, les fondations du programme nucléaire ont été posées dans les années 1950, sous l'égide des Etats-Unis, pendant le règne du Shah. La Révolution iranienne de 1979 a marqué un véritable tournant dans la coopération internationale quant au programme nucléaire du pays : les différents pays qui devaient livrer des éléments permettant l'établissement du programme se sont rétractés (Etats-Unis, France, Allemagne etc.). Cependant, le conflit contre l'Irak entre 1980 et 1988, ainsi que les tensions avec Israël, relancent la motivation de Téhéran à se doter de l'arme nucléaire à partir de 1985. Si d'un point de vue du droit international, l'Iran peut avoir recours au nucléaire civil, il lui est interdit de disposer d'une arme nucléaire.

En 2002, la communauté internationale soupçonne le pays de mettre en place un programme nucléaire militaire. Même si l'Iran n'était obligé de prévenir les organisations internationales de ses activités nucléaires (si elles restaient dans le cadre civil), les tensions géopolitiques ont fortement augmenté à partir de cette date, puis ont été exacerbées entre 2005 et 2013, sous la présidence de M. Ahmadinedjad. Depuis 2006, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté un certain nombre de résolutions exigeant que l'Iran cesse d'enrichir de l'uranium à des fins de prolifération nucléaire.

En parallèle, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont mis en place des sanctions économiques sans précédents, pour dissuader l'Iran de continuer l'enrichissement en uranium. L'Union Européenne a mis en place des mesures restrictives relatives au commerce des armes, au secteur financier, au secteur des transports, au secteur pétrolier et gazier, à la pétrochimie, aux métaux précieux. Les Etats-Unis vont en encore plus loin en appliquant le principe de l'extra-territorialité : si une entreprise étrangère commerce avec l'Iran, elle enfreint de ce fait le régime de sanctions des États-Unis est donc également sanctionnée par les États-Unis. Ces sanctions ont fortement bridé l'économie du pays malgré un fort potentiel dans les exportations de matières premières.

II. Les perspectives économiques

1) Un contexte géopolitique en amélioration mais fragile

Le 16 janvier 2016, l'Iran obtient la levée partielle des sanctions économiques imposées par le Conseil de Sécurité de l'ONU, suite à la rupture de l'accord sur la suspension de l'enrichissement d'uranium par Téhéran en 2005. Cette levée des sanctions marque un tournant pour l'économie iranienne : après un taux de croissance de -1,6 % en 2015, celui-ci atteint 13,4% % en 2016, d'après la Banque Mondiale (appuyé également par la hausse du cours du pétrole). L'embargo des Etats-Unis et de l'Union Européenne est levé sur des nombreux produits, et notamment sur le pétrole : l'Iran peut donc de nouveau exporter ses matières premières.

Dans une étude de la Banque Mondiale, le gain pour l'Iran est évalué à une hausse de 4 % du bien-être par habitant, grâce à l'augmentation de la production et des exportations pétrolières, mais aussi à la libéralisation des échanges financiers et de biens.

Cependant, l'arrivée de Donald Trump à la tête des Etats-Unis a fortement fragilisé cette levée des sanctions. Après une période de doute, le 12 janvier 2018, le président américain a confirmé l'accord de 2016, tout en précisant qu'il pouvait le suspendre à n'importe quel moment (l'accord sur le nucléaire iranien doit en effet être soumis à un accord particulier des Etats-Unis auprès du Congrès tous les 90 jours). Ainsi, les gains de compétitivité, consécutifs à la levée des sanctions, restent soumis aux tensions géopolitiques entre l'Iran et les pays occidentaux.

Par ailleurs, la récente crise entre les pays du Golfe et le Qatar, pays accusé d'appuyer le terrorisme, pourrait être une aubaine pour l'Iran. En effet, ces derniers mois, les exportations iraniennes vers le Qatar ont fortement augmenté. Les exportateurs iraniens ont pris les marchés désertés par les partenaires traditionnels de Doha. Surtout, ces produits sont essentiellement des denrées alimentaires et des matériaux de construction, permettant à l'Iran de diversifier ses exportations. Si le volume de ces exportations ne devrait pas changer radicalement la position extérieure de l'Iran, cet exemple tend à montrer la certaine labilité de l'économie du pays vis-à-vis de sa situation géopolitique.

2) Des défis importants au niveau domestique

Après un taux de croissance exceptionnel en 2016, lié à des effets de base, l'année 2017 a confirmé la dynamique économique du pays, malgré le plafonnement du taux d'utilisation des capacités de production pétrolière. Les années 2018 et 2019 devraient permettre une stabilisation de la croissance (croissance annuelle moyenne de 4 % d'après la Banque Mondiale). En effet, une reprise de l'investissement devrait soutenir l'économie iranienne, en stimulant la productivité et l'emploi. La décélération de l'inflation (passée sous les 10 % en 2016 alors qu'elle était d'environ 40 % pendant la phase des sanctions), pourrait permettre un assouplissement de la politique monétaire, afin de faciliter l'accès au crédit.

Malgré tout, les manifestations de la fin d'année 2017, ont fait ressurgir un malaise socio-économique dans la société iranienne. Le taux de chômage est élevé (11,4% de la population, mais il est certainement sous-évalué), et touche majoritairement les jeunes (les moins de 25 ans représentent 32 % de la population) et notamment les jeunes femmes diplômées. En effet, chaque année 800 000 personnes arrivent sur le marché du travail, contre 150 000 en France. De plus, la présentation du budget en décembre 2017 par le Président H. Rohani, a attisé ce vent de révolte dans les classes populaires, notamment à cause de la hausse du prix des carburants, et de coupes dans certaines subventions. Les problèmes de corruption (l'Iran est classé 131^{ème} pays sur 176 au niveau de la corruption d'après la Banque Mondiale), minent particulièrement le climat des affaires (l'Iran est classé 124^{ème} pays sur 187 au classement Doing Business de la Banque Mondiale).

Conclusion

Ainsi, malgré un retour à une croissance soutenue depuis la levée partielle des sanctions en 2016, l'économie iranienne reste soumise à de potentiels choc, liés à des déséquilibres internes mais également à la forte exposition du pays à des tensions géopolitiques persistantes avec ses voisins mais surtout avec les puissances occidentales. L'arrivée au pouvoir de D. Trump menace à terme cette levée des sanctions, et pourrait être « catastrophique » pour le pays, en ligne avec sa forte dépendance aux exportations de pétrole.

Vincent GUIET

Références

Elena Ianchovichina, Shantayanan Devarajan, Csilla Lakatos « Lifting Economic Sanctions on Iran : Global Effects and Strategic Responses » World Bank, 2016

Isabelle Maximoff « La crise du Golfe profitera-t-elle économiquement à l'Iran ? », Eco-mag, 2017

Conseil de l'Union Européenne « Mesures restrictives de l'UE à l'encontre de l'Iran », 2017

IMF « Islamic Republic of Iran : 2017 article IV », 2017

World Bank « Iran's Economic Outlook - October 2017 », 2017